

Joseph Stiglitz Economiste, lauréat du prix Nobel d'économie en 2001

La kleptocratie et la corruption ont encore de beaux jours devant elles



Les Suisse Secrets s'inscrivent dans la continuité des révélations des Panama Papers et des Paradise Papers. Cette fois, ce nouveau scandale se singularise : il s'agit d'une grande banque située en plein cœur de l'Europe, dans l'un des pays les plus prospères au monde, un pays où l'« Etat de droit » est censé régner en maître.

Nouveau coup de théâtre : relayés par divers circuits de diffusion internationaux, les Suisse Secrets s'inscrivent dans la continuité des révélations des Panama Papers et des Paradise Papers. En un sens, la même vieille histoire semble se reproduire encore et encore : chaque fois que les journalistes lèvent le voile sur ce qui se passe dans le secteur financier, nous comprenons mieux pourquoi le secret est si important. En effet, leurs coups de filet mettent au jour des réseaux de corruption et d'activités répréhensibles qui, sans surprise, sont organisés à grande échelle par des clients peu scrupuleux et des familles de dictateurs, mais aussi, apparemment, par quelques politiciens respectables de démocraties.

Une grande banque située en plein cœur de l'Europe

Pour autant, ce nouveau scandale se singularise. En effet, cette fois, il ne concerne ni une obscure petite île offshore, ni un pays en développement en difficulté qui tente de trouver un modèle économique alternatif à celui de la drogue. Il s'agit d'une grande banque située en plein cœur de l'Europe, dans l'un des pays les plus prospères au monde, un pays où l'« Etat de droit » est censé régner en maître. Ces révélations sont d'autant plus décevantes que le pays et la banque concernés s'étaient engagés à garantir une plus grande transparence et à assainir leurs activités après avoir pendant longtemps facilité l'évasion fiscale sans visiblement y voir le moindre problème. Et c'est précisément le souci : sans ce gain en transparence, il est impossible de déterminer les responsabilités.

En fait, la position de la Suisse semble de plus en plus ambivalente, son cadre juridique pénalisant ceux qui tentent de

percer son secret. Les pays du monde entier ont adopté des lois pour protéger les lanceurs d'alerte, reconnaissant combien il est difficile de révéler un comportement indésirable. Les révélations faites par Frances Hagen concernant les méfaits de Facebook n'auraient probablement pas été mises au jour sans les lois américaines strictes de protection des lanceurs d'alerte. En revanche, la Suisse, qui compte pourtant parmi les plus anciennes démocraties au monde, semble avoir renforcé son engagement en faveur du secret, même si l'on sait qu'il favorise les mauvais comportements, menaçant les journalistes et autres personnes susceptibles d'obtenir des informations qui seraient tentées de lever le voile sur ce qui se trame dans l'ombre de son système financier. Malheureusement, sans surprise, aucun circuit de diffusion suisse n'a pu se joindre à cette collaboration journalistique mondiale du fait du risque de graves conséquences juridiques liées à la législation sur le secret bancaire. Mais il faut aussi féliciter les journalistes d'autres pays qui ont pris le risque de s'exposer aux éventuelles poursuites des autorités suisses. La Suisse doit certainement savoir combien sa législation est dissuasive : l'intention était sans doute de préserver ses modèles commerciaux aussi longtemps que possible, et de se réserver une petite part des gains mal acquis par d'autres, en échange d'un lieu sûr et secret pour amasser et stocker cet argent.

Une infime partie

Concernant les Suisse Secrets, deux aspects sont alarmants. La collaboration journalistique internationale n'a eu accès qu'à une petite partie des données

sur les clients de la banque, mais si cette infime partie comporte déjà autant de clients problématiques, de dictateurs et leurs familles, de criminels de guerre, de responsables et de chefs des services de renseignement, de gestionnaires corrompus, de trafiquants d'êtres humains, de chefs d'état, d'hommes d'affaires sanctionnés et d'auteurs de violations des droits de l'homme (une véritable galerie de voyous), que constaterions-nous si la banque ouvrait plus grand la fenêtre sur ses activités ?

Deuxièmement, il semblerait que les pays qui souffrent le plus de l'aide apportée par la banque aux mauvais sujets soient les pays en développement et les marchés émergents. Cette révélation confirme les craintes de longue date des experts : la Suisse a accepté un échange automatique d'informations, principalement avec les autres pays avancés, mais pas avec les pays pauvres, et surtout ceux susceptibles d'abriter ces activités illicites. La kleptocratie et la corruption ont encore de beaux jours devant elles.

La Suisse n'est pas seule face à la honte

Il est rassurant de constater que les journalistes croient en leur devoir d'informer, se battent pour le « droit de savoir » des citoyens de ces pays, qui ne peuvent pas contrôler ce que leurs politiciens cachent en Suisse. Les hommes politiques des pays avancés se plaisent à prononcer des discours condamnant la corruption dans d'autres contrées. Pourtant, ce sont des pays comme la Suisse qui sont les principaux catalyseurs : en effet, ils fournissent un refuge sûr, garantissant les rendements à long terme.

La Suisse a accepté un échange automatique d'informations, principalement avec les autres pays avancés, mais pas avec les pays pauvres, et surtout ceux susceptibles d'abriter ces activités illicites

”

Mais soyons clairs : la Suisse n'est pas la seule à agir de la sorte. Elle avance, à juste titre, que la fermeture de cette porte ne fera que déplacer les activités vers l'immobilier et la finance de Miami, de Londres ou d'autres centres de blanchiment d'argent. Pourtant, on ne peut être que révolté par ceux qui, aux États-Unis, au Royaume-Uni ou en Suisse, s'enrichissent du butin volé à beaucoup plus pauvres qu'eux. Et les pays comme la Suisse qui ont conçu un code juridique donnant à ce système les moyens de prospérer devraient avoir particulièrement honte.

Combien d'histoires, de révélations, de mises au jour faudra-t-il encore pour que la Suisse, les États-Unis, le Royaume-Uni et d'autres pays modifient leurs lois sur le secret bancaire et immobilier, et toutes les autres activités qui facilitent le blanchiment d'argent, et favorisent le crime et la corruption ? Si ce trésor montre que la Suisse bénéficie d'un flux d'argent provenant des pays pauvres, le système lui-même est corrompu : l'argent corrompu pourrit tout ce qu'il touche. Nous en avons eu une démonstration flagrante aux États-Unis, où le chef suprême était dans le même temps le blanchisseur d'argent en chef, et a mis en péril la démocratie du pays.

Espérons que les révélations Suisse Secrets, remarquablement débusquées par des journalistes honnêtes et honorables, feront honte à ceux qui se sont élevés contre l'instauration d'un système financier et économique plus transparent.

À LIRE EN PAGE 6 - 7,
NOTRE DOSSIER SUISSE SECRETS



Joseph Stiglitz, économiste, lauréat du prix Nobel d'économie en 2001.

© SYLVAIN PIRAUX.



Jamais les Français n'éliront un homme qui réhabilite Pétain, qui a des doutes sur Dreyfus, qui défend la laïcité en défendant l'Eglise et dont l'état-major est truffé de nazillons. Depuis 1940, ce pays n'est plus assez con pour croire qu'il ressuscite en se suicidant.

Raphaël Enthoven Philosophe et écrivain



S'il y avait une édition européenne du Dictionnaire des idées reçues, il faudrait y marquer : « Immigration : toujours en parler, jamais en débattre en vue d'une solution. » Et au sujet des migrants : « Les bienvenus, à condition de les empêcher de venir. »

Stephen Smith Essayiste, professeur d'études africaines à l'université Duke (Etats-Unis)

”

ABONNÉS



Crise climatique : quand la jeunesse demande aux adultes qu'ils se réveillent

Il est temps de regarder la crise climatique en face, d'écouter celles et ceux qui l'affronteront leur vie durant, clament des représentants de l'Unicef et de l'OCDE dans une carte blanche à lire sur notre site.